

## FINAL

Ouverture du neuvième Congrès mondial  
Remarques de Susan Hopgood  
*Présidente, Internationale de l'Éducation*  
Bruxelles, Belgique

Cher·ère·s délégué·e·s, observateur·trice·s et collègues du monde entier, bonjour,  
Je suis heureuse de vous accueillir dans le cadre de ce neuvième Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation, qui est le tout premier Congrès mondial organisé en ligne.

Comme vous l'avez appris lors de nos réunions d'information, le dixième Congrès mondial se tiendra en présentiel à Buenos Aires l'année prochaine. La décision d'organiser deux Congrès mondiaux à un an d'intervalle a été prise par le Bureau exécutif en 2021, à une époque où la COVID-19 rendait peu probable le fait que les délégué·e·s puissent se réunir en personne aux dates prévues initialement.

Lors des trois prochains jours, nous nous contenterons d'aborder les sujets que les statuts de l'IE prévoient de traiter lors d'un Congrès mondial ordinaire, ce qui signifie que les élections et les débats sur les résolutions seront renvoyés à notre rencontre de Buenos Aires.

J'ai du mal à croire que la dernière fois que je me suis adressée au Congrès mondial, c'était pour clôturer la réunion mondiale très productive qui s'était déroulée en présentiel à Bangkok. Personne n'avait encore entendu parler de la COVID-19 ni n'avait imaginé une pandémie mondiale en dehors de la science-fiction.

Nous nous étions donc fixé un ensemble d'objectifs très ambitieux et très ciblés. Nous voyions le monde tel qu'il était, nous voyions le monde tel que nous le souhaitions pour nous-mêmes et nos élèves, nos familles, nos communautés et nos pays et nous avons annoncé que nous prenions les initiatives suivantes :

Promouvoir la démocratie, les droits humains et syndicaux, l'équité et la justice sociale en jouant un rôle de premier plan dans les mouvements de lutte pour les

valeurs démocratiques et de défense des droits humains et syndicaux, au nom de nos élèves, de nos affilié·e·s et des communautés que nous soutenons.

Faire avancer la cause de la profession et réaffirmer le rôle vital des enseignant·e·s et des personnels de soutien à l'éducation, au sein de l'éducation et de la société, en utilisant notre voix collective pour changer le discours mondial et améliorer la condition et l'image de la profession d'éducateur·trice·s.

Garantir le droit à un enseignement public gratuit de qualité pour tou·te·s, en demandant à nos gouvernements de prendre leurs responsabilités et de soutenir une éducation de qualité, sûre et inclusive, pour tou·te·s.

Affirmer qu'une éducation inclusive de qualité est le meilleur moyen, à la fois de sensibiliser aux causes et aux conséquences du changement climatique et de développer les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires à la recherche de solutions.

Puis, la COVID est arrivée.

Je ne vais pas tenter ici de détailler l'expérience de la pandémie. Nous ne la connaissons que trop bien et elle variait selon qui vous étiez, où vous viviez et bien souvent selon votre race, votre appartenance ethnique, votre genre et votre identité nationale. Ce fut une catastrophe sanitaire mondiale sans précédent qui a entraîné une vague de compassion, de dévouement, de courage et de générosité. Mais comme nous le savons, une grande partie de cette réponse s'est inscrite dans un schéma d'inégalité, de corruption, de nationalisme et de cupidité prédictibles et persistants.

Vous pouvez être très fier·ère·s du travail réalisé par l'Internationale de l'Éducation durant cette période. Aucune organisation sur Terre n'a organisé plus de communications à distance entre ses affilié·e·s, participé avec autant d'énergie au plus haut niveau des Nations Unies ou de l'Organisation mondiale de la Santé ou développé d'interventions plus rapides et plus pertinentes en collaboration avec ses organisations membres et partenaires pour surmonter les effets de cette pandémie que notre profession, à travers l'IE.

Cher·ère·s collègues, vous avez fait preuve de persévérance, nous avons donc fait de même. Alors que notre fédération vient de fêter ses 30 ans, nous nous souvenons de nos président·e·s cofondateur·trice·s, Al Shanker et Mary Hatwood Futrell, qui ont mis de côté les différends de leurs organisations pour définir une trajectoire commune.

Mary a écrit un jour que « lorsque le besoin d'équité persiste, les forces qui nous poussent à progresser persistent elles aussi ».

Si le pire de la pandémie semble maintenant derrière nous, notre persévérance reste indispensable alors qu'un type différent d'urgence, plus chronique, subsiste : la crise du secteur public, la capacité des gouvernements à maintenir et faire progresser le bien commun et la capacité des populations à demander des comptes à leurs gouvernements.

Aujourd'hui, les ressources nécessaires pour que le secteur public réponde aux besoins fondamentaux des populations sont en baisse.

Les chiffres sont particulièrement décevants dans le domaine de l'éducation. Depuis le début de la pandémie, les ressources du système éducatif ont diminué dans 65 % des pays à revenu faible et intermédiaire et dans 33 % des pays à revenu élevé et intermédiaire supérieur.

Dans les pays à faible revenu, en moyenne, seulement 32 % des écoles primaires, 43 % des écoles du cycle inférieur de l'enseignement secondaire et 52 % des écoles du cycle supérieur de l'enseignement secondaire ont accès à l'électricité. Ce facteur joue sur l'accès à Internet, dont bénéficient seulement 37 % des écoles du cycle supérieur de l'enseignement secondaire dans les pays à faible revenu, contre 59 % dans les pays à revenu intermédiaire et 93 % dans les pays à revenu élevé. L'accès à l'eau, aux installations sanitaires et à l'hygiène est lui aussi loin d'être universel. Parmi les écoles de l'enseignement secondaire supérieur, seules 53 % ont accès à l'eau potable dans les pays à faible revenu et 84 % dans les pays à revenu intermédiaire, alors que l'accès à l'eau et aux installations sanitaires est universel dans les pays à revenu élevé.

Des centaines de millions d'enfants, de jeunes et d'adultes parmi les plus vulnérables restent exclu·e·s de l'éducation. Des millions d'autres n'ont pas de

possibilité de formation en raison d'environnements inappropriés, d'enseignant·e·s non formé·e·s et d'un manque de ressources pédagogiques.

Les filles sont touchées de manière disproportionnée : historiquement, elles ont été les dernières de leurs familles autorisées à fréquenter l'école, les premières à être forcées à la quitter en période de crise et les plus difficiles à ramener en classe lorsque la possibilité leur était à nouveau offerte.

Nous savons également qu'il existe une pénurie de près de 70 millions d'enseignant·e·s à travers le monde.

Alors où se trouve l'argent ?

Dans tous ces endroits que l'on connaît bien, à commencer par la dette.

Trop souvent, on impose aux États de couper dans le secteur public, y compris en réduisant les subsides versés à l'éducation, à la santé et aux autres services publics pour pouvoir emprunter auprès des autorités mondiales de développement ou des prêteurs nationaux. En limitant délibérément ce que l'on appelle la « masse salariale des enseignant·e·s », les agences de financement mondiales bloquent le recrutement et les salaires des enseignant·e·s, réduisant ainsi encore davantage la communauté des éducateur·trice·s professionnel·le·s.

Des milliards de dollars d'impôts non collectés empêchent d'investir de manière responsable dans le bien public et dans des économies générant une croissance durable et profitable à tout le monde. Selon Action Aid, les pertes de revenus annuelles dues à l'optimisation et à l'évasion fiscales des entreprises multinationales sont estimées à 600 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale.

Les grands groupes et les particuliers fortunés exploitent le système financier pour spéculer et faire des profits à court terme tout en augmentant les prix et en dissimulant leurs biens.

Dans le même temps, les entreprises technologiques ont saturé les États et les systèmes éducatifs d'argumentaires de vente et de promotions tout en enregistrant des résultats impressionnants et en faisant peser sur les systèmes

éducatifs des coûts de plusieurs milliards de dollars américains. Pourtant, les technologies de l'éducation n'ont encore en grande partie été ni testées, ni réglementées, ni éprouvées à grande échelle.

Les États et les institutions financières mondiales s'empressent d'utiliser le mot « coût », mais nous n'entendons pas souvent celui de « valeur ».

Ce ne sont pas les ressources qui manquent pour financer l'enseignement public, mais la volonté politique pour faire de l'éducation la priorité dont le monde a besoin. Nous devons garantir que les financements publics soient fléchés vers les secteurs qui en ont le plus besoin, afin que chaque élève soit accompagné·e par un·e enseignant·e qualifié·e, bien soutenu·e et ayant suivi une formation professionnelle, dans un environnement d'apprentissage de qualité.

L'investissement dans le bien commun est fondamental pour la démocratie et il n'y a pas meilleur investissement qu'un enseignement public de qualité dispensé par des enseignant·e·s bien formé·e·s et bien rémunéré·e·s.

En septembre dernier, les Nations Unies ont été confrontées à ces faits. Elles ont élevé l'éducation au rang de priorité mondiale absolue, en mettant l'accent sur les graves pénuries d'enseignant·e·s qualifié·e·s et le financement des systèmes éducatifs.

Pour la toute première fois, un groupe de haut niveau des Nations Unies va examiner le rôle des enseignant·e·s et l'aide dont nous avons besoin pour effectuer notre travail, notamment en s'attaquant à la pénurie mondiale d'enseignant·e·s et en mettant en avant leur professionnalisme et l'importance du financement.

Cher·ère·s collègues, c'est un progrès décisif. Votre message, notre message sur les enseignant·e·s est à la pointe du dialogue mondial sur l'éducation : il·elle·s doivent être soutenu·e·s, valorisé·e·s et rémunéré·e·s à leur juste valeur, avoir une charge et des conditions de travail qui respectent le bien-être mental et physique, des salaires négociés compétitifs par rapport à ceux de catégories professionnelles comparables et enfin, il ne doit plus y avoir de recrutement d'enseignant·e·s non qualifié·e·s ou contractuel·le·s.

Le financement des systèmes d'enseignement public améliore les salaires et les conditions de travail et permet aux enseignant·e·s et aux personnels de soutien à l'éducation de conserver le métier qu'il·elle·s aiment et de s'y épanouir. Il encourage également une nouvelle génération à rejoindre les catégories professionnelles dont le monde a désespérément besoin.

Une éducation de qualité va de pair avec un enseignement de qualité, pour chaque élève, en toutes circonstances, et il est donc nécessaire d'embaucher du personnel enseignant de qualité possédant les compétences et une formation conforme aux normes. Cette exigence va bien au-delà du nombre d'enseignant·e·s.

Des milliers d'enseignant·e·s ont été recruté·e·s dans un grand nombre de pays, mais ils ne satisfont pas toujours aux qualifications minimales et aux normes de formation.

Les enseignant·e·s et les personnels de soutien à l'éducation qualifié·e·s sont les principaux·ales garant·e·s de la performance de nos systèmes éducatifs. Il·Elle·s doivent être considéré·e·s comme des partenaires clés pour la transformation des systèmes éducatifs et être impliqué·e·s dans la planification politique au travers de la collaboration entre gouvernements et syndicats de l'éducation. Les mécanismes de dialogue social garantissant le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective doivent donc être renforcés.

Aujourd'hui, l'heure est venue pour nous, enseignant·e·s, de faire une nouvelle fois entendre nos voix en faveur d'un nouveau contrat social afin d'exercer notre capacité à nous rassembler et à nous unir derrière un objectif commun, de sensibiliser nos collègues et mobiliser nos communautés pour faire le lien entre la crise de financement et le monde durable que nous souhaitons créer.

Dès aujourd'hui, toutes les organisations membres de l'IE peuvent avoir un impact significatif en répondant à l'enquête de l'IE sur le statut des enseignant·e·s et en la retournant avant le 31 juillet. L'enquête fournit des données factuelles essentielles sur les problèmes auxquels sont confrontés les enseignant·e·s dans chaque région, mais aussi des informations cruciales sur notre profession pour le groupe de haut niveau des Nations Unies qui doit se réunir dans quelques semaines.

L'enquête apporte en outre des outils de défense des intérêts pour la campagne *La force du public : ensemble on fait école !*, lancée en début d'année par l'IE et nos organisations membres. Cette campagne est l'occasion pour nous de jouer un rôle de premier plan, de placer notre profession à l'avant-garde d'un changement réel dans nos pays et nos communautés.

Pour faire de l'équité et de l'inclusion une des grandes priorités de l'accès à l'éducation.

Pour assurer la sécurité et le bien-être des élèves et des enseignant·e·s.

Pour financer, de manière appropriée et équitable, un enseignement public gratuit et de qualité pour chaque élève.

Pour concilier les opportunités et la technologie de manière équitable dans l'enseignement public.

Et pour garantir une éducation de qualité au changement climatique pour tou·te·s.

Notre campagne exige que chaque acteur prenne ses responsabilités.

**Les gouvernements** doivent investir dans l'enseignement public en augmentant le montant des budgets nationaux et la part du financement réservé à l'éducation.

**Nous** devons renforcer notre discours sur les systèmes d'enseignement publics inclusifs, bien financés et de qualité, et leur rôle indispensable pour promouvoir les droits humains, l'équité et l'égalité, la paix, la démocratie et la justice climatique.

**Nous** devons unir nos forces à celles de nos communautés pour dénoncer l'incidence négative de l'austérité et de la privatisation, définir et développer des systèmes éducatifs équitables et de qualité et plaider en faveur des droits et des conditions de travail des personnels de l'éducation.

Le nom de notre campagne – *La force du public* – nous rappelle que nous ne pouvons pas nous taire. Faire appel à la force du public, c'est faire entendre sa voix. Faire appel à la force du public pour soutenir une cause, c'est être facilement reconnaissable. Faire appel à la force du public pour soutenir une cause qui vous tient à cœur implique d'organiser et de mobiliser. Nous ne nous contentons pas de discuter entre nous, nous faisons appel à la force du public – pour investir dans les enseignant·e·s et les élèves et créer un avenir meilleur.

Nous affirmons ce que nous savons être vrai – qu'une éducation de qualité est au cœur d'une démocratie fonctionnelle et qu'une profession enseignante bien formée et bien payée et des syndicats forts qui s'engagent en tant que partenaires dans les processus décisionnels démocratiques font partie des conditions pour y parvenir.

En développant nos syndicats et en promouvant nos catégories professionnelles, nous construisons et nous défendons la démocratie. Représentés par plus de 400 syndicats et plus de 32 millions de membres dans 178 pays, nos valeurs et nos principes sont devenus essentiels pour le maintien et le développement de systèmes démocratiques durables.

Comment continuer à ériger l'éducation inclusive de qualité comme un droit humain et une priorité universels ? Comment le public prend-il le contrôle de ses propres ressources pour le bien public ? Comment aller de l'avant pour construire un monde durable ?

Nous comprenons notre pouvoir.

Le pouvoir de mobiliser nos syndicats et nos communautés pour impliquer nos gouvernements et les tenir pour responsables du financement de l'avenir à travers une éducation de qualité.

Cher·ère·s collègues, nous devons jouer un rôle de premier plan. C'est notre défi. Mais c'est aussi notre force.

Je vous remercie.